

**Point de presse du porte-parole -
Union européenne/Entretien de
Mme Marielle de Sarnez avec M.
Pierre Moscovici - Union
européenne/Entretien de Mme
Marielle de Sarnez avec les
représentants français au Parlement
européen - Espagne
(Paris, 09 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Union européenne - Entretien de Mme Marielle de Sarnez avec M. Pierre Moscovici (Paris, le 9 juin 2017)

Mme Marielle de Sarnez, ministre chargée des affaires européennes, s'entretiendra aujourd'hui avec M. Pierre Moscovici, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, de la fiscalité et des douanes.

Dans le prolongement du document de réflexion diffusé le 31 mai par la commission, l'entretien portera en particulier sur les pistes d'approfondissement de l'Union économique et monétaire et de renforcement de la zone euro.

2 - Union européenne - Entretien de Mme Marielle de Sarnez avec les représentants français au parlement européen (Paris, le 9 juin 2017)

Mme Marielle de Sarnez, ministre chargée des affaires européennes, reçoit cet après-midi les chefs des délégations françaises au parlement européen, les membres français du bureau du parlement européen et les présidents français de commissions parlementaires.

Cette rencontre, dont le format sera renouvelé avant chaque séance plénière au parlement européen, à Strasbourg, sera l'occasion d'aborder les principaux sujets à l'ordre du jour de la plénière et d'échanger sur les grandes échéances parlementaires à venir.

3 - Espagne

Q - Le gouvernement de la Catalogne vient d'annoncer qu'un referendum va être convoqué le 1er octobre, avec cette question : Voulez-vous que la Catalogne devienne un État indépendant,

en forme de République ? Est-ce que le sujet catalan a été traité par la ministre Marielle de Sarnez lors de son meeting avec le secrétaire d'État espagnol ? Est-ce que la France encourage à trouver une solution dans le cadre de la négociation entre le gouvernement catalan et celui d'Espagne, puisque l'accord n'a pas été possible, jusqu'à présent ?

R - Nous n'avons pas vocation à nous exprimer sur une question qui relève de la politique intérieure espagnole et doit être traitée dans le cadre constitutionnel espagnol./.